

MARCHÉ PUBLIC DE TRAVAUX

Procédure adaptée N° 71

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES (C.C.A.P.)

Maître de l'ouvrage : INSTITUT FRANÇAIS DU CHEVAL ET DE L'EQUITATION

**Maître d'œuvre : Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Département Ingénierie Développement Expertise Équine
Parc de l'Isle-Briand
49220 LE LION D'ANGERS**

**Objet de la consultation : Etude de conception d'un éclairage pour la mise en valeur
du patrimoine bâti du domaine du Haras national de
Pompadour
IFCE – SITE DE POMPADOUR**

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Etude de conception d'un éclairage du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016

MAÎTRISE D'OUVRAGE :

Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Terrefort
49411 SAUMUR cedex

Représentant sur site :
Olivier Legouis - Directeur de site
Haras national de Pompadour
Le Château 19230 Arnac-Pompadour
tél : 05.55.97.11.03 - 06.14.12.25.66
olivier.legouis@ifce.fr

MAÎTRISE D'ŒUVRE :

Thierry LE BORGNE (Architecte)
Département Innovation Des Équipements Équins
Institut Français du Cheval et de l'Équitation
Parc de l'Isle Briand
49220 LE LION D'ANGERS
tél : 02.41.21.17.90
fax : 02.41.21.17.91
idee@ifce.fr - thierry.le.borgne@ifce.fr

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Etude de conception d'un éclairage du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016

N° DES ARTICLES	DÉSIGNATION DES ARTICLES
1	OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES
2	PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ
3	DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ
4	DURÉE DU MARCHÉ
5	VISITE SUR SITE
6	PRIX
7	RÈGLEMENT DES COMPTES
8	DÉLAIS DE RÉALISATION ET PÉNALITÉS
9	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET SECRET PROFESSIONNEL
10	CLAUSES DIVERSES
11	RESILIATION
12	DÉROGATIONS AU CCAG-PI

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Etude de conception d'un éclairage du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016

1. OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

1.1. Objet du marché

La présente consultation a pour objet une mission d'étude pour la conception d'un projet d'illumination du château de Pompadour (façade sud et entrée grand manège) et l'entrée du Puy Marmont.

2. ARTICLE 2 - PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

PIECES PARTICULIERES

- L'Acte d'Engagement (A.E.) et ses annexes éventuelles établis par l'ifce, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P.) et ses annexes éventuelles, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) dont l'exemplaire original conservé dans les archives du maître de l'ouvrage fait seul foi ;
- L'offre technique et financière du titulaire.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI , l'ordre de priorité des pièces est les pièces particulières énoncées ci-dessus et les pièces générales ci-après.

PIECES GENERALES

- Le cahier des clauses administratives générales applicable aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par Arrêté du 19 septembre 2009 ;
- Le code du patrimoine.

3. ARTICLE 3 - DÉCOMPOSITION DU MARCHÉ

Cette mission de diagnostic est composée de 2 tranches :

- **Tranche ferme** : Définition du concept d'illumination, proposition de scénarios de mise en lumière et du projet d'aménagement.
- **Tranche conditionnelle** : Réalisation des pièces techniques nécessaires à la consultation des marchés de travaux.

4. ARTICLE 4 – DUREE DU MARCHE

La durée globale de l'étude est estimée à 6 mois.

Dans le respect des délais de réalisation fixés par le candidat dans l'acte d'engagement, ce dernier devra préciser dans son offre le **calendrier de son intervention**.

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Etude de conception d'un éclairage du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016

5. ARTICLE 5 - VISITE SUR SITE

Dans le cadre de la présente consultation, une visite du site est obligatoire pour appréhender les éléments de cette mission

A cet effet, le candidat prendra contact avec le correspondant ci-dessous pour fixer un rendez-vous :

Bernard CLOT 06 18 55 20 31 – bernard.clot@ifce.fr

Guy LAGRAVE 06 07 10 23 42 – guy.lagrange@ifce.fr

A l'issue de cette visite une attestation sera remise au candidat.

6. ARTICLE 6 – PRIX

6.1. Forme et contenu du prix

Les prix du marché sont traités à prix forfaitaires, réputés fermes et actualisables.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

En aucun cas, le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, erreurs, omissions ou contradictions des documents du marché pour justifier un supplément. De plus, les aléas qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations, sans bouleverser l'économie du marché, ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

6.2. Mois d'établissement de prix

Le prix du présent marché est réputé établi sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres. Ce mois est appelé Mo.

6.3. Modalité de variation du prix

L'index de référence choisi pour l'actualisation des prix des prestations faisant l'objet du marché est l'index ingénierie.

Le marché est actualisable si la date d'effet de l'acte portant commencement d'exécution des prestations est postérieure de plus de trois mois à la date d'établissement du prix défini ci-dessus (Mo).

L'actualisation est effectuée par l'application de la formule suivante :

$$C = 0,50 + (0,50 \times I_m/I_o)$$

dans laquelle :

I_o : index ingénierie du mois Mo (mois d'établissement des prix)

I_m : Index ingénierie du mois M, sous réserve que la date soit postérieure de plus de trois mois à la date de la valeur de l'indice de référence d'établissement du prix Mo.

7. ARTICLE 7 – REGLEMENT DES COMPTES

Les sommes dues au titre de l'exécution du présent marché sont payées dans le respect du délai global de paiement en application à l'article 98 du Code des Marchés Publics, soit 30 jours.

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Etude de conception d'un éclairage du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016

Ce délai global de paiement court à compter de la date de réception de la facture.

Ce délai peut être suspendu dans les conditions prévues par le décret n° 2013-269 du 29 mars 2013.

Le dépassement du délai de paiement indiqué ci-dessus ouvre de plein droit et sans autre formalité, pour le titulaire du marché ou le sous traitant éventuel payé directement, le bénéfice d'intérêts moratoires, à compter du jour suivant l'expiration du délai jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse.

Le taux des intérêts moratoires est celui de l'intérêt légal BCE en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de 8 points.

Le mode de règlement est le mandat administratif.

7.1. AVANCE FORFAITAIRE

Conformément l'[article 87 du code des marchés publics](#), une avance peut être accordée lorsque le montant du marché est supérieur à 50 000 € HT et que le délai d'exécution est supérieur à deux mois, dans la limite de 5% du montant TTC du marché.

Si le titulaire ne souhaite pas percevoir cette avance, il stipule sa renonciation sur l'acte d'engagement.

Le versement de cette avance est subordonné à la constitution d'une garantie à première demande garantissant le remboursement de la totalité de l'avance. Le délai de paiement défini ci avant ne peut courir avant la constitution de cette sureté. L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le comité visé à l'article L.612.1 du code monétaire et financier ou par le comité des entreprises d'assurance mentionné à l'article L.413-4 du code des assurances et agréé par le maître d'ouvrage.

7.2. Modalités de paiement

Si le marché est passé avec des prestataires groupés, la signature de la demande d'acompte ou du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par chacun des membres du groupement de la somme à payer, compte tenu des modalités de répartition des paiements figurant à l'acte d'engagement.

7.3. Échéancier du paiement des acomptes

Tranche ferme - exigibilité

30% à la notification du marché

30% après approbation expresse et sans réserve du scénario préférentiel*

20% à la présentation du projet d'aménagement issu du scénario validé par le pouvoir adjudicateur

20 % après approbation expresse et sans réserve du projet d'aménagement*

Tranche conditionnelle - exigibilité

30% à la décision d'affermissement de la tranche

70% après approbation expresse et sans réserve par le pouvoir adjudicateur des pièces techniques*

* Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 3 mois à chaque phase d'approbation, pour valider les documents. Toute demande de modifications ou de compléments de documents suspend ce délai le temps de la remise des documents actualisés par le titulaire.

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Etude de conception d'un éclairage du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016

8. ARTICLE 8 – DELAIS DE REALISATION ET PENALITES

8.1. Délai de réalisation

Les délais de réalisation sont ceux sur lesquels le titulaire s'est engagé dans l'acte d'engagement. Les délais sont suspendus durant toutes les périodes où les documents élaborés sont examinés par le pouvoir adjudicateur.

8.2. Points de départs des délais de réalisation

Tranche ferme : à la date de notification

Tranche conditionnelle : Affermissement de la tranche (ordre de service)

8.3. Pénalités

Par dérogation à l'article 14,1 du CCAG-PI, en cas de retard dans l'exécution d'une tranche du marché, il sera appliqué une pénalité forfaitaire de 800 € par semaine de retard.

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure sur simple constat de retard.

9. ARTICLE 9 – PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE ET SECRET PROFESSIONNEL

A l'issue du marché, le titulaire cède au pouvoir adjudicateur, à titre exclusif, définitif et irrévocable, les résultats du marché selon les dispositions de B 25.1.13 du CCAG-PI.

Le prestataire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et décisions dont il aura connaissance au cours de l'exécution de la présente étude.

Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître le contenu.

Par ailleurs, le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues au marché.

10. ARTICLE 10 - CLAUSES DIVERSES

1) Litiges et différends

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 37 du CCAG-PI. En cas de litige résultant de l'application des clauses du présent CCAP, le tribunal compétent est le tribunal administratif de NANTES dont relève le pouvoir adjudicateur.

2) Rendu des documents

le candidat devra remettre au maître d'ouvrage 5 exemplaires imprimés des documents ainsi qu'un exemplaire non relié dit « exemplaire reproductible ».

Chaque exemplaire sera accompagné de sa version informatique sur CD-ROM qui sera mis dans une pochette collée à l'arrière de la page de garde.

Le candidat fournira au maître d'ouvrage sur CD ou DVD, l'ensemble des photographies (format Jpeg non réduit) qu'il aura faites ainsi que l'ensemble des plans/documents graphiques produits. Les fichiers informatiques seront aux formats DWG et DXF.

Tous les fichiers informatiques fournis ne seront pas protégés.

IFCE – REGION LIMOUSIN SITE DE POMPADOUR		
Etude de conception d'un éclairage du patrimoine bâti du domaine de Pompadour		
DCE	CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES	2016

11. ARTICLE 11 - RESILIATION

Le pouvoir adjudicateur peut résilier le marché selon l'article 47 du code des marchés publics, aux torts du cocontractant en cas d'inexactitude des renseignements prévus à l'article 44 & 46 du Code des marchés publics et selon les dispositions du chapitre 7 du CCAG-PI

12. ARTICLE 12 - DÉROGATIONS AU CCAG-PI

CCP	CCAG-PI
III	4.1
XIII-3	14.1

◆◆◆